

LE GOUVERNEMENT SARKOZY EN GUERRE

Libye, Côte d'Ivoire... Rien d'"humanitaire" ni de "démocratique" dans les interventions



Analyse

Retrait des troupes françaises !

Marguerite Leuwen

Il y a un mois, à la veille de l'intervention contre la Libye, à gauche et à l'extrême gauche, on faisait des déclarations « va-t-en-guerre », les uns pour exiger des bombardements de l'ONU, les autres pour exiger l'armement des rebelles, et tous pour ne surtout pas remettre en cause leur propre impérialisme, l'impérialisme français. Depuis que les bombardements frappent durement la Libye et qu'en Côte d'Ivoire l'opération « démocratique et humanitaire » des troupes françaises s'est révélée pour ce qu'elle n'a jamais cessé d'être, c'est-à-dire une intervention impérialiste, la gauche et l'extrême gauche sont désormais très discrètes. De-ci de-là, un petit article pour s'inquiéter de l'intervention impérialiste, s'inquiéter que ce ne soit plus l'ONU, mais l'Otan qui soit maître d'œuvre, mais pas plus. De ce point de vue, il est significatif que seuls le POI avec l'AJR aient, le 5 avril, organisé une journée de mobilisation dans toute la France pour exiger le retrait des troupes françaises de Côte d'Ivoire, l'arrêt immédiat des bombardements en Libye. Il faut constater qu'aucune des forces de gauche ou d'extrême gauche ne s'est jointe au POI pour exiger l'arrêt de la guerre contre les peuples. Mais de très nombreux militants, du PS, du PCF, du NPA ou du Parti de gauche ont signé l'appel ou sont venus dans les réunions publiques organisées par le POI. A Nantes, un meeting du POI de 150 personnes contre la guerre en Libye et en Côte d'Ivoire s'est tenu le mercredi 15 avril. A Dreux, une réunion publique organisée par le POI a rassemblé 40 travailleurs, avec la participation de militants du PCF. Dans d'autres villes, des meetings et des réunions publiques sont organisés pour continuer cette campagne contre l'impérialisme, pour la défense des peuples.

LIBYE

Les Etats-Unis à la manœuvre, l'armée française applique

Rappelons les faits. Il y a moins d'un mois, le président français, Nicolas Sarkozy, s'est présenté comme le héraut de la défense des populations civiles en Libye. Dès la décision prise par le Conseil de sécurité d'intervenir en Libye, des avions français ont bombardé le pays. Sarkozy prétendait que la responsabilité de la direction des opérations relevait de la France et de la Grande-Bretagne. Aucune déclaration américaine ne vint contredire Sarkozy. Et pourtant...

C'est Francfort, le siège militaire d'Africa-Com, un dispositif militaire américain pour l'Afrique, qui était le centre de direction des opérations. Deux jours plus tard, les Américains indiquaient que plus de 60 % des opérations de bombardement étaient réalisées par leurs forces militaires. Obama déclarait ensuite que c'était l'Otan qui devait prendre la commande des opérations. Le gouvernement français, dans un premier temps, s'y opposa. De nombreux pays exigèrent que l'Otan dirige les opérations. Finalement, le gouvernement Sarkozy dut céder et l'Otan devint officiellement maître d'œuvre. Le lendemain, le président Obama

Obama se félicite : "Nous avons maintenant un pat sur le terrain militaire"



Le projet de partition de la Libye entre la Cyrénaïque, avec Benghazi comme capitale, et la Tripolitaine, sous le nom de Libye, avec Tripoli pour capitale.

annonçait qu'il retirait ses avions, laissant aux pays de l'Otan la tâche d'assurer les bombardements. Il économisait ainsi 47 millions d'euros, qu'il reportait à la charge des Etats engagés dans le conflit. Le gouvernement français a cherché à faire pression sur le gouvernement américain pour qu'il remette ses avions dans l'opération militaire. Devant le refus poli, mais ferme, de l'administration d'Obama, Sarkozy et son ministre des Affaires étrangères exigèrent de l'Otan une intensification des frappes sur la Libye. Lors du sommet de l'Otan, il fut donc décidé d'intensifier les frappes. Mais, il faut le constater, si les bombardements continuent à détruire les habitations et à toucher les popula-

tions civiles, les frappes ne sont pas passées à un nouveau stade. Le responsable des opérations militaires a dit qu'il manquait au moins dix avions pour assurer cette intensification. Et comme l'administration américaine n'a pas l'intention de bouger, la France ou la Grande-Bretagne, ou un nouveau pays, devrait donc faire les efforts nécessaires. Le président Obama s'est quant à lui tout d'un coup découvert un souci humanitaire vis-à-vis des populations civiles en déclarant : « Nous avons fait passer un message aux rebelles pour leur dire que nous défendrons les populations civiles tant contre l'opposition que contre Kadhafi. » Il a également déclaré : « Nous avons mainte-

nant un pat sur le terrain militaire. » Précisons qu'au jeu d'échec, le « pat » intervient lorsqu'un des deux joueurs est bloqué et qu'aucun joueur ne peut imposer un échec et mat. En quelque sorte, Obama se félicite de ce résultat, puisqu'il ajoute : « Nous allons continuer les pressions et continuer de protéger les civils, ce que l'Otan est très capable de faire, et je pense que sur le long terme, Kadhafi partira. » Obama considère donc, comme l'a indiqué l'un des responsables de son administration, qu'il faut combiner les opérations militaires avec une « solution diplomatique ». Au lendemain du sommet de l'Otan, un article du journal allemand *Der Spiegel* évoque une partition de la Libye comme une solution à l'impasse actuelle : « La résolution adoptée par le groupe de contact international au Qatar traduit la confusion qui règne dans l'alliance entre les Arabes et l'Ouest (...). La seule proposition nouvelle a été celle de la création d'un fonds international pour aider le Conseil national de transition à Benghazi à organiser l'administration sur le territoire rebelle. Faire cela cimentera la division du pays et montre que l'Alliance est engagée dans la perspective d'un long conflit. » Derrière les rodomontades de Sarkozy et derrière les discours humanitaires et démocratiques des uns et des autres pour justifier les frappes sur la Libye apparaît la réalité crue : l'impérialisme américain est aux commandes et décide quand et comment ses « alliés » européens doivent agir pour le compte de ses propres intérêts.

Marguerite LEUWEN ■

CÔTE D'IVOIRE

Vraies et fausses raisons de l'intervention militaire française en Côte d'Ivoire

L'armée française serait donc intervenue pour ramener la paix en Côte d'Ivoire et faire respecter le verdict des urnes en assurant l'accession à la présidence d'Alassane Ouattara, celui des deux prétendants à la victoire que « la communauté internationale » a déclaré vainqueur. C'est du moins la fable qu'on nous sert partout en ce moment. Ici ou là, des informations filtrent qui jettent un autre éclairage sur ces événements.

L'ami de mon ami...

« Nicolas Sarkozy et Alassane Ouattara sont des amis de longue date, depuis plus de vingt ans », apprend-on sur le site Internet *Le Post* (13 avril 2011). Alassane Ouattara a confirmé cette amitié « de longue date » sur Canal +, revendiquant par la même occasion des liens amicaux avec Dominique Strauss-Kahn.

Selon *Le Monde*, Ouattara est devenu un proche de Sarkozy dès 1990 par l'intermédiaire de Martin Bouygues. A l'époque Premier ministre, Alassane Ouattara confiait pour quinze ans la gestion privée de l'eau et de l'électricité de Côte d'Ivoire au patron de Bouygues. « Ouattara devint alors très proche de Bouygues », explique Antoine Glaser, ancien rédacteur en chef de la *Lettre du continent* et auteur du livre *Comment la France a perdu l'Afrique* (éditions Calmann-Lévy). On rappellera qu'Alassane Ouattara a été un haut fonctionnaire du FMI, directeur du département Afrique. « Le profil de Ouattara, qui est un économiste libéral, avec une formation de diplomate et de fonctionnaire rompu à l'économie de marché, correspond parfaitement aux intérêts de la France et des Etats-Unis en Afrique de l'Ouest », observe un spécialiste de l'Afrique de l'Ouest, Gilles Labarthe. « Il convient mieux à l'Élysée que Gbagbo, qui est difficile à gérer, impré-

visible... » (ce qui ne les avait pas empêchés de le considérer comme leur homme jusque-là — NDLR).

Une politique africaine qui convient parfaitement aux Etats-Unis

Dans un document confidentiel transmis le 1^{er} août 2008 par l'ambassade des Etats-Unis à Paris, la diplomatie américaine analyse « la révision de la politique africaine de la France » annoncée par Nicolas Sarkozy. Pour les rédacteurs de cette note, « cette nouvelle politique ouvre, pour les Etats-Unis, l'opportunité d'étendre leur influence en Afrique sans se heurter à des résistances ou à des interférences de la part de la France ». « Les Français sont à l'aise avec une présence croissante des Etats-Unis en Afrique », considèrent-ils. Un repositionnement stratégique qui colle parfaitement à la « nouvelle volonté américaine » de « partager le

fardeau en Afrique », précise la note. Fardeau d'autant plus acceptable que Washington, qui cherche surtout à sécuriser ses approvisionnements énergétiques, souhaite étendre sa domination sur un golfe de Guinée riche en ressources pétrolières. Au final, se réjouit l'ambassade américaine, « la politique de Sarkozy laisse aux Etats-Unis les mains plus libres en Afrique, qui est de moins en moins le "pré carré" de la France ». Pour les analystes de l'ambassade américaine, le gouvernement français recherche « un engagement plus grand de l'Union européenne et de l'ONU » permettant à la France « d'opérer discrètement sous couverture » de ces institutions. C'est d'ailleurs le mandat de l'ONU autorisant les troupes françaises à faire usage de la force pour prétendument « protéger les populations civiles » que Sarkozy n'a cessé d'invoquer pour justifier les bombardements et l'intervention au sol.

Chronique

La "pagaille"

Lucien Gauthier

Le quotidien *Le Monde*, daté du 19 avril, titre : « *Printemps arabe : réussir la révolution économique* », et précise : « *Les révolutions du monde arabo-musulman débouchent sur un effondrement de l'activité, une poussée du chômage et une explosion des déficits publics sur fond de grèves massives. Aussi est-il vital d'apporter une aide financière, de conforter les réformes et l'ouverture dans ces pays.* »

Mais ce même numéro du *Monde* s'inquiète. Sous le titre : « *Au Caire, les jeunes de Tahrir veulent porter le coup de grâce à l'ancien régime* », il revient sur la mobilisation régulière de centaines de milliers de personnes sur cette place Tahrir pour contraindre les généraux à céder. L'article conclut d'ailleurs : « *Dans le delta du Nil, où est concentrée une bonne partie de l'industrie du pays, la rébellion prend un tour social. Les grèves se multiplient avec des slogans appelant non seulement à l'amélioration des conditions de travail et à la création d'un revenu minimum, mais aussi à la renationalisation d'usines privatisées.* »

C'est la stricte vérité. Des grèves importantes ont lieu en Egypte et en Tunisie, pour les salaires, pour l'emploi, pour la renationalisation des usines privatisées. Les régimes en place cherchent au contraire à préserver les positions de l'impérialisme en Tunisie et en Egypte. Le Premier ministre tunisien, Caïd Essebsi, déclare dans une interview : « *J'ai toujours dit que la révolution, ce n'est pas la démocratie.*

La révolution lui ouvre seulement la porte comme elle peut aussi également ouvrir la porte à la démocratie. » Il ajoute : « *Nous avons répondu aux attentes de la population en décidant l'élection d'une Assemblée constituante* », reconnaissant par là avoir dû céder devant la révolution. Mais il ne renonce pas à combattre « *la pagaille* » : « *Il faut renouer avec un processus démocratique normal, élections présidentielle et législatives.* » C'est pourquoi il précise avoir mis en place un conseil « *indépendant* » pour veiller à cette « *transition démocratique* » pour éviter « *la pagaille* » (lire : « *la révolution* »).

L'événement



Rassemblement sur la place de la Kasbah, au cours du mois de mars 2011.

Photo / O

Tunisie : le gouvernement veut le "retour à la normale", la fin des grèves et des manifestations ; les travailleurs veulent voir aboutir leurs revendications

Entretien avec Sami Tahri, secrétaire général du syndicat de l'enseignement secondaire de l'UGTT

Le Premier ministre comme le ministre de l'Intérieur appellent à l'arrêt des mobilisations et des grèves comme étant nuisibles à la relance de l'économie. Par ailleurs, le ministre des Affaires sociales appelle à la non-prise en compte dans l'avenir des conventions collectives. Quel est votre point de vue par rapport aux attaques frontales contre ces mobilisations sociales ?

Il faut comprendre que la grande majorité des mobilisations exige le règlement de la question essentielle, qui est celle de l'emploi et qui a été une des exigences centrales de la révolution. Il est très peu de grèves où est posée la question de l'augmentation des salaires, bien qu'elle ne soit pas négligeable dans nombre d'entreprises qui ne respectent aucun cadre réglementaire et qui sous-païent leurs salariés. Mais la plupart des mobilisations veulent en finir avec deux plaies : la sous-traitance et le travail temporaire.

Mais les médias comme le patronat et le gouvernement sont inquiets et essaient par tous les moyens de faire reculer ces mobilisations ; parce que leur satisfaction ouvrirait la voie à la satisfaction de revendications sociales majeures. Donc, le gouvernement et ses alliés veulent créer une situation alarmiste pour mettre un frein aux mobilisations sociales. Le gouvernement se réfère aux lois et règlements existants, mais ces lois et règlements sont orientés vers les intérêts du patronat. Exemple : des agents municipaux étaient employés par des sociétés de sous-traitance, lesquelles sociétés percevaient jusqu'à 800 di-

nars par employé et payaient des salaires de... 70 à 120 dinars tunisiens. Nous demandons de supprimer l'ensemble des règlements qui faisaient que le patronat avait tous les bénéfices en termes d'absence de statut et de droits ouvriers. Le Destour (Constitution) est aboli. Pourquoi ces règlements ne sont-ils pas abolis ? Le gouvernement actuel continue à ne pas reconnaître des articles et des conventions internationales comme l'article 152 de la convention internationale de l'OIT concernant la sous-traitance, le travail précaire et le droit syndical.

Donc, les revendications sociales sont des revendications politiques ?

Effectivement, elles sont liées à la politique sociale. Avec Ben Ali, la politique était orientée vers les intérêts uniques du patronat et axée sur l'exploitation éhontée des travailleurs et la soumission aux exigences de l'impérialisme et du marché mondial. Donc, le gouvernement avait pour objectif de s'occuper le moins possible de l'emploi, le laissant à la charge du patronat. La révolution est venue avec les demandes sociales qui ont été le moteur essentiel qui a conduit à l'abolition du régime. Mais aujourd'hui, le gouvernement veut s'occuper uniquement de l'aspect formel des choses, à savoir : l'organisation des élections et la mise en place d'un cadre formellement démocratique, alors que la révolution a posé des questions essentielles, des questions sociales. Si elle ne s'en occupe pas, elle serait complètement vidée de son contenu.



"Le gouvernement veut s'occuper uniquement de l'aspect formel : la mise en place d'un cadre formellement démocratique, alors que la révolution a posé des questions essentielles, des questions sociales"

Quelle est la position de l'UGTT par rapport à l'élection à l'Assemblée constituante ?

L'UGTT a participé avec cinq membres aux travaux de « *l'instance supérieure de sauvegarde des acquis de la révolution, des réformes politiques et de la transition démocratique* ». Elle a demandé à disposer d'un quota de sièges dans la future Assemblée constituante pour représenter les intérêts des travailleurs. Ce qui lui a été refusé.

C'est pourquoi elle s'est abstenue lors du vote du Code électoral. Aujourd'hui, il y a un débat au sein de l'UGTT sur la position à adopter sur les prochaines élections du 24 juillet, bien que, en tant que syndicat de l'enseignement secondaire, nous considérons que cette date ne permet pas la tenue de débats et de discussions démocratiques réels parmi les citoyens afin de faire connaître tous les points de vue, pour qu'ils puissent faire leur choix de la façon la plus éclairée.

Le débat ouvert au sein de l'UGTT pose différentes hypothèses, et nous les citons sans établir un ordre hiérarchique. La première sur le soutien à des listes présentées par telles ou telles organisations ou le soutien de tel ou tel candidat dont les orientations et les positions sont conformes aux intérêts des travailleurs. La deuxième serait la participation à un front électoral.

Et la troisième serait la présentation de listes indépendantes par l'UGTT. Ce débat n'est pas clos à l'heure actuelle.

REPORTAGE

Egypte : l'extraordinaire pression du peuple

Samedi 16 avril, au Caire : devant les bureaux du Premier ministre, Charaf, par vagues successives, les cortèges de manifestants se présentent. Pas moins de quatre, ce matin. Les habitants de Helwan et de la ville du 6 Octobre d'abord. Ils refusent la fusion de leurs gouvernorats, décidée quelques jours plus tôt par le Premier ministre. Puis, un cortège de professeurs d'université, qui réclament le remplacement des recteurs. Puis, arrivent les enseignants, organisés dans leur syndicat indépendant. Ils sont venus de vingt gouvernorats. Ils se sont réunis la veille, sur le site même du syndicat officiel, ce qui est sans précédent. Ils ont débattu et voté à l'unanimité, à main levée, une plate-forme en douze points (voir ci-contre) et décidé la grève, le 17 avril, s'ils n'obtenaient pas satisfaction.

UN DÉFILÉ CONTINU DE MANIFESTANTS SOUS LES FENÊTRES DU PREMIER MINISTRE

Puis, viennent les médecins des hôpitaux publics. Ils sont plusieurs centaines, en blouses blanches, un brassard noir en souvenir des victimes de la répression. Ils scandent « Charaf, Charaf, pourquoi ne veux-tu pas nous recevoir ? » et diffusent une lettre adressée au Premier ministre. Cette lettre répond à la campagne du gouvernement qui dénonce « les revendications catégorielles et égoïstes qui mettent la révolution en danger » : « Nous ne considérons pas les revendications de l'Association générale des médecins égyptiens comme corporatistes et égoïstes, mais comme faisant partie des revendications du nettoyage de la corruption (...). Nous demandons l'éviction des dirigeants corrompus du ministère de la Santé (...), l'augmentation du budget du ministère, le contrôle des fonds du secteur de la santé (...) pour que les médecins puissent assurer un service réel



Des habitants de Helwan et de la ville du 6 Octobre rassemblés contre la fusion des gouvernorats.

et pas une simple présence, comme c'est le cas actuellement (...). Ces revendications sont-elles égoïstes ou sont-elles un attachement à la dignité et au développement d'un métier noble longtemps négligé, et un attachement à changer une situation qui conduit à l'immigration des deux tiers des médecins à l'étranger ou à exercer un autre métier ? (...) Monsieur le Premier ministre, nous sommes conscients de l'ampleur de votre tâche, mais nous ne pensons pas que cela puisse justifier l'ajournement de votre préoccupation de ce secteur vital. Aussi, nous n'arrivons pas à comprendre les raisons pour lesquelles la délégation, désignée pour vous transmettre les revendications de l'Association générale des médecins, n'a pas pu avoir un rendez-vous avec vous jusqu'à ce jour. Monsieur le Premier ministre, notre conscience professionnelle et notre sens patriotique nous obligent à ne pas nous taire sur la situation catastrophique du secteur de la santé (...). Les médecins d'Egypte vont utiliser pour cela tous les moyens légitimes reconnus par les conventions internationales des droits de l'homme que l'Egypte a signées, en commençant par le droit d'expression et de publication jusqu'au droit de manifester, d'occuper et de faire grève (...). Les dé-

marches que nous entreprendrons le 1^{er} mai prochain pour parvenir à une solution aux problèmes de la santé et des médecins respecteront ces points » (signé : Le Comité de suivi de la réalisation des revendications de l'association générale, constitué le 25 mars 2011). Ce même samedi 16 avril, tandis que d'autres manifestations et délégations se rendaient au quartier général du Conseil suprême des forces armées, une manifestation se déroulait en Haute-Egypte, dans le gouvernorat de Qena, contre la nomination par le Premier ministre d'un gouverneur lié au régime de Moubarak,



Les médecins demandent l'éviction des dirigeants corrompus du ministère de la Santé.

ancien membre des forces de police. La veille, quatorze centrales électriques entamaient des grèves pour obtenir le départ accéléré des responsables du secteur de l'énergie impliqués dans la corruption. C'est sous cette extraordinaire pression du peuple égyptien et de la radicalisation provoquée par l'intervention meurtrière de l'armée évacuant la place Tahrir, dans la nuit du 9 avril, que le procureur général a ordonné, le 10 avril, que Moubarak et ses fils, Alaa et Gamal, soient interrogés sur les violences qui ont fait plus de 800 morts et des milliers de blessés lors des manifestations de janvier et de février, sur les détournements de fonds publics, la corruption et les abus de pouvoir. Et tandis que le président déchu était déplacé dans un hôpital militaire, ses deux fils rejoignaient, en détention provisoire dans la prison de Tora, l'ancien secrétaire général du Parti national démocratique (PND), l'ancien Premier ministre, Nazif, l'ancien chef de cabinet, l'ancien ministre de l'Intérieur et un certain nombre d'hommes d'affaires. Quelques jours après, la Haute Cour administrative ordonnait la dissolution du PND et la saisie de ses avoirs, de son siège et de ses bâtiments. Les rythmes s'accroissent.

Motion

L'assemblée des enseignants du 15 avril :

“Nous ne permettrons pas que nos revendications soient contournées ou différées”



La réunion des enseignants du 15 avril.

“Nous, enseignants égyptiens, nous adressons les revendications suivantes au Conseil suprême des forces armées et au Premier ministre, Essam Charaf.

- La titularisation de tous les enseignants contractuels, dans toutes les écoles égyptiennes, quelle que soit la discipline.
- Le salaire minimum de l'enseignant ne doit pas être inférieur à 3 000 livres (360 euros) et doit être restructuré en fonction des années d'expérience. Le salaire maximum ne doit pas excéder six fois le salaire minimum, soit 18 000 livres (2 160 euros).
- Accorder une prime égale à 100 % du salaire de base.
- La réintégration de tous les enseignants sanctionnés à la suite des rapports des Services de sécurité.
- La dissolution du Conseil des syndicats de l'enseignement (lié au régime — NDLR) et la transmission de tous ses dossiers en vue d'une instruction juridique.
- La démission du ministre de l'Enseignement et de tous les anciens dirigeants qui ont méprisé l'enseignant égyptien, et la suppression du Service de sécurité politique et celui de la communication politique.
- L'engagement de modifier l'ensemble législatif qui régit l'enseignement et les conditions de travail (loi 139 de 1981, loi 155 de 2007, loi 89 de 2006), ainsi que le code qui organise les syndicats des métiers de l'enseignement.
- Une prime égale pour tous les titulaires de l'examen, quel que soit le secteur.
- L'égalité de traitement entre tous les employés du ministère : enseignants et agents administratifs.
- La reconsidération du rôle de l'enseignant.
- La séparation des affaires administratives et légales.
- Le Premier ministre doit s'excuser vis-à-vis des enseignants égyptiens pour les propos humiliants dont ceux de Guiza ont été l'objet. Nous ne permettrons pas que nos revendications soient contournées ou différées, au risque réel d'engager des grèves et des sit-in. Nous exprimons notre entière solidarité avec les enseignants qui ont refusé de passer l'examen à l'université du Caire.»

Votée à l'unanimité

“Comment construire un syndicat ouvrier ?”

Entretien avec un responsable du Centre égyptien pour les droits économiques et sociaux (ECESR).

Le Centre égyptien pour les droits économiques et sociaux (ECESR) est un organisme qui apporte son expertise et son soutien aux travailleurs, tant pratique que juridique, pour la défense de leurs droits, leur liberté d'expression et d'association, et la construction de leurs organisations syndicales indépendantes.

Des jeunes qui participent pacifiquement aux manifestations sont arrêtés et torturés. Quand c'est un jeune issu des classes moyennes qui est arrêté, la mobilisation via Facebook fonctionne, mais les autres sont laissés à leur sort et sont qualifiés de « baltaoui » (voyou en arabe). On ne sait même pas où ils sont détenus.

de grèves et de sit-in alors que Moubarak est parti.

Des syndicats indépendants se forment. Où en est ce mouvement ?

C'est un grand espoir, un grand rêve que les syndicats soient indépendants et présentent un programme de revendications. Beaucoup de travailleurs sont intéressés par cela et se portent candidats pour être élus délégués. Je dirais même que c'est à la mode. Malheureusement, le problème est qu'ils veulent être candidats, mais n'ont pas de programme, pas d'expérience sur les questions clés, et ils ne savent pas comment fonctionner démocratiquement une structure syndicale. Il y a un grand enthousiasme. Pour y répondre et pour aider les candidats délégués, le Centre égyptien pour les droits économiques et sociaux a publié, en février 2011, un fascicule intitulé : *Comment construire un syndicat ouvrier ?* Il fournit les éléments nécessaires sur le rôle et l'objectif des syndicats, les conditions requises pour en créer, le nombre d'adhérents, l'adhésion, les documents officiels, la structuration et les élections au sein du syndicat, etc.

Que pensez-vous de la situation ? L'armée évacue violemment la place Tahrir, samedi 9 avril, et, parallèlement, des enquêtes judiciaires sont ouvertes à l'encontre des figures du régime ?



Le fascicule du Centre égyptien pour les droits économiques et sociaux, intitulé “Comment construire un syndicat ouvrier ?”

Il y a beaucoup de crainte à avoir par rapport à l'armée. Elle tente de manipuler l'opinion. Je pense qu'il n'y a pas de démocratie. Les lois qu'elle a promulguées n'ont rien de démocratique : celle interdisant les grèves et les manifestations, celle sur les partis politiques... L'armée n'accède aux demandes que sous la pression.

Il y a des grèves partout, en dépit de la loi qui les interdit. Quel rôle jouent-elles ?
Les grèves, c'est la vraie révolution. On ne peut pas se limiter à exiger plus de démocratie. La révolution, ce sont les demandes des ouvriers, des employés, de la classe ouvrière. La révolution, ce n'est pas le changement des hommes et des personnes, mais le changement politique pour l'égalité et le droit des ouvriers et des paysans de vivre dignement de leur travail. C'est cela qui explique le développement du très grand nombre